

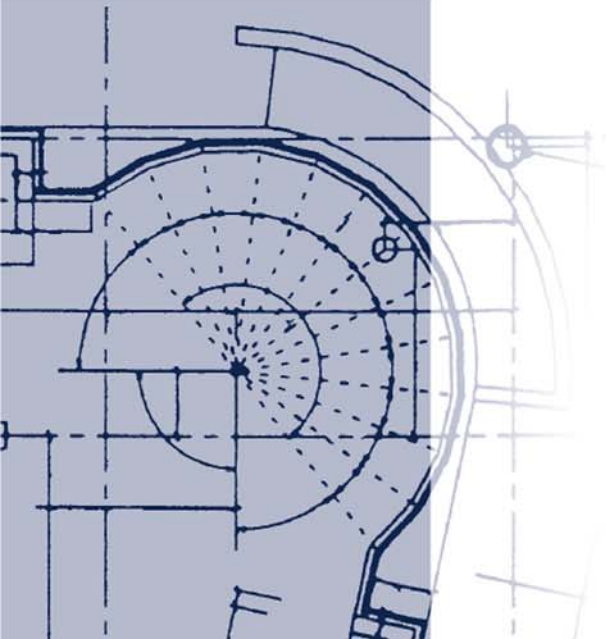
N°28

Mai 2003



NEWSLETTER DE LA CSSF

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER



Présentation du rapport d'activités de la CSSF

Le 24 avril 2003, la CSSF a présenté son rapport d'activités 2002 à la presse. Ce rapport est disponible dans sa version intégrale sur le site Internet de la CSSF dans la rubrique « [Publications](#) ».

Réglementation

Instruments dérivés de crédit

Dans le but d'évaluer le recours des établissements de crédit luxembourgeois aux nouvelles techniques de transfert du risque de crédit, la CSSF avait procédé à un recensement des instruments dérivés de crédit détenus par les banques sur base de la circulaire 02/82 du 6 décembre 2002.

Les résultats de ce recensement révèlent qu'au 31 décembre 2002, 19 banques luxembourgeoises avaient des engagements sur ce type d'instruments, correspondant à un nombre total de 559 opérations et un montant de EUR 14,54 milliards. Parmi ces 19 banques, 8 sont à la fois acheteurs et vendeurs de protection de risques de crédit, 6 banques sont uniquement vendeurs de protection et 5 exclusivement acheteurs de protection. Il est à noter que 3 établissements représentent 73% de l'encours total et 83% du nombre d'opérations.

Au total, les banques luxembourgeoises sont vendeurs nets de protection, donc acquéreurs de risques de crédit, en effectuant 535 opérations de vente de protection d'un montant total de EUR 11,17 milliards comparées à 24 opérations d'achat de protection d'un montant de EUR 3,37 milliards.

La quasi-intégralité des opérations est réalisée sous forme de *credit default swaps* (98% de l'encours total), tandis que les instruments moins standardisés tels que les *total return swaps* (1%) ou les *credit spread options* (1%) ne sont utilisés que marginalement.

Les entités de référence sous-jacentes aux transactions engagées par les banques luxembourgeoises sont essentiellement des entreprises multinationales notées au moins « BBB » ainsi que des Etats de l'OCDE.

Les opérations de vente de protection portent dans la majorité des cas sur une seule entité de référence, tandis que les opérations d'achat de protection réalisées par les banques luxembourgeoises couvrent en général un ensemble de crédits. Par ailleurs, la taille moyenne des opérations d'achat de protection (EUR 140 millions) est largement supérieure à celle des opérations de vente (EUR 21 millions).

87% des opérations s'effectuent sous une forme non financée et sont par conséquent enregistrées au hors-bilan de façon analogue aux garanties. La catégorie des instruments financés enregistrés au bilan (13%) est surtout constituée de *credit-linked notes*, qui se conçoivent comme une combinaison d'une obligation et d'un *credit default swap*.

Publication du troisième document consultatif du Comité de Bâle

- Publication du CP3

Le Comité de Bâle a publié le 29 avril 2003 un troisième document consultatif sur le Nouvel Accord (<http://www.bis.org/bcbs/cp3full.pdf>). Le document, qui contient les nouvelles règles prévues pour l'adéquation des fonds propres, est accompagné d'un «Overview Paper» (<http://www.bis.org/bcbs/cp3ov.pdf>) destiné à présenter le nouveau cadre réglementaire de manière succincte, et à souligner les principaux changements depuis la publication, en octobre 2002, du document «QIS3 Technical Guidance» (<http://www.bis.org/bcbs/qis/qis3tech.pdf>).

La période de consultation prendra fin le 31 juillet 2003. Les commentaires peuvent être envoyés à la CSSF ou bien directement à l'adresse e-mail du Comité de Bâle, BCBS.Capital@bis.org.

Suite à la consultation, le Comité entend publier la version définitive du Nouvel Accord vers la fin de l'année 2003. L'entrée en vigueur des nouvelles dispositions dans les pays membres du Comité de Bâle est fixée au 31 décembre 2006.

Afin de faciliter la lecture du nouveau document, une note résumant les principaux changements des règles par rapport au deuxième document consultatif «CP2» de janvier 2001 et au document «QIS3 Technical Guidance» d'octobre 2002 est disponible sur le site Internet (voir le document n°20 du 29 avril 2003 - [Le troisième document consultatif du Comité de Bâle](#) dans la sous-rubrique «[Adéquation des fonds propres](#) »).

- Résultats de l'étude d'impact des nouvelles règles

La publication des résultats mondiaux de la troisième étude d'impact («Quantitative Impact Study 3») du Comité de Bâle est prévue pour le 5 mai 2003. La Commission de Surveillance du Secteur Financier s'était adressée à travers la lettre circulaire du 25 octobre 2002 à tous les établissements de crédit de droit luxembourgeois afin de les sensibiliser à participer à cet exercice.

La CSSF a reçu 18 réponses au questionnaire représentant entre 50% et 55% de la somme de bilan, respectivement des fonds propres tels que repris au numérateur du ratio de solvabilité des 122 établissements de crédit de droit luxembourgeois devant respecter le ratio de solvabilité défini à Luxembourg à la date du 31 décembre 2002. De plus, un nombre significatif de banques ont été en mesure de fournir des données sur les approches dites plus avancées. Les réponses sont individuellement analysées avec les établissements concernés et vérifiées quant à leur plausibilité.

Nous pouvons d'ores et déjà confirmer que les résultats pour la place financière luxembourgeoise sont positifs et globalement en ligne avec les objectifs fixés par le Comité de Bâle. Le détail de l'analyse sera publié dans la deuxième moitié du mois de mai 2003.

Banques

Somme des bilans des banques au 31 mars 2003 quasi inchangée par rapport au 28 février 2003

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 663,18 milliards au 31 mars 2003 par rapport à EUR 662,18 milliards au 28 février 2003, soit une légère hausse de 0,15%.

Le nombre des établissements de crédit inscrits sur la liste officielle au 30 avril 2003 est resté inchangé (178 unités).

D'après les chiffres provisoires, l'emploi dans les établissements de crédit a baissé de 0,7% au cours du premier trimestre de 2003 en passant de 23.300 au 31 décembre 2002 à 23.148 au 31 mars 2003. Dans le glissement annuel de mars 2002 à mars 2003, le nombre du personnel des banques a observé une diminution de 2,2%, soit 518 unités.

Professionnels du secteur financier (PSF)

Somme des bilans en baisse

Suivant les données établies au 31 mars 2003, la somme des bilans de l'ensemble des professionnels du secteur financier (145 entreprises en activité) se chiffre à EUR 2,158 milliards contre EUR 2,449 milliards au mois précédent, soit une baisse de 11,88%.

La diminution de la somme des bilans par rapport au mois précédent est due en grande partie à quelques établissements de taille importante suite au ralentissement des activités dans le secteur financier. Quant à la ventilation de la somme des bilans au 31 mars 2003 entre les différentes catégories de PSF, les distributeurs figurent en première position, suivis des gérants de fortunes et des dépositaires professionnels de titres.

Le personnel employé auprès des autres professionnels du secteur financier a diminué de 4.399 unités au 31 décembre 2002 à 4.379 unités au 31 mars 2003.

Le résultat net pour l'ensemble des professionnels du secteur financier s'établit à la fin du premier trimestre 2003 à EUR 98,43 millions contre EUR 40,64 millions le mois précédent et EUR 105,87 millions au 31 mars 2002. Malgré une progression importante de leur résultat net entre février 2003 et mars 2003, il y a lieu de constater que, sur une période de douze mois, l'ensemble des professionnels du secteur financier accuse une régression de 7,03 % de leur résultat net par rapport au premier trimestre de l'année 2002.

Alors que la progression du résultat net par rapport au mois précédent trouve son explication essentiellement dans les bons résultats réalisés au niveau des dépositaires professionnels de titres et des gérants de fortunes, la baisse par rapport au premier trimestre de l'année précédente est à imputer à l'évolution défavorable des marchés financiers en général et notamment à la morosité des marchés boursiers.

Pour ce qui est de la ventilation des résultats nets entre les différentes catégories de PSF au 31 mars 2003, les gérants de fortunes figurent en première position, suivis des dépositaires professionnels de titres et des distributeurs de parts d'opc.

Répartition des professionnels du secteur financier selon leur statut (au 30 avril 2003)

Catégorie		Nombre
Commissionnaires	COM	16
Conseillers en opérations financières	COF	9
Courtiers	COU	5
Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers	DEP	3
Distributeurs de parts d'OPC	DIST	45
Domiciliataires de sociétés	DOM	35
Gérants de fortunes	GF	50
Preneurs ferme	PF	3
Professionnels intervenant pour leur propre compte	PIPC	16
Teneurs de marché	TM	2
Entité pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux	EPT	1
TOTAL *		143

* le même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

Comptes de profits et pertes des établissements de crédit au 31 mars 2003

(Communiqué à la presse le 24 avril 2003)

Sur base des chiffres provisoires au 31 mars 2003, les comptes de profits et pertes des établissements de crédit luxembourgeois renseignent un résultat brut avant provisions de EUR 1,120 milliards. Ceci équivaut à une baisse de 6,7% par rapport au 31 mars 2002, date à laquelle ces mêmes résultats atteignaient EUR 1,200 milliards.

Cette baisse, enregistrée au cours du premier trimestre de l'année, résulte pour l'essentiel de la diminution des revenus de commissions qui n'a pas pu être compensée par la contraction des frais généraux.

Les comptes de profits et pertes au 31 mars 2003 reflètent le contexte des événements politiques internationaux du premier trimestre qui ont particulièrement grevé les marchés boursiers.

Sous l'effet de l'attentisme des investisseurs et du faible volume de transactions qui en découle, les revenus de commissions ont diminué de 15,6% pour s'établir à EUR 598 millions par rapport à EUR 709 millions pour la même période de l'année précédente.

Par contre, la marge sur intérêt a légèrement progressé de 1,4% pour s'établir à EUR 1,112 milliards. Cette augmentation est essentiellement due à des dividendes perçus par les établissements de crédit de leurs filiales.

Au total, la baisse du produit bancaire est de 5,2%. Il passe de EUR 2,077 à EUR 1,969 milliards.

Du côté des charges de fonctionnement, les frais généraux d'administration s'établissent à EUR 849 millions, en régression de 3,2%.

Les mesures de contrôles des coûts touchent à la fois les frais de personnel et les autres frais d'exploitation, en diminution de 2,7% et de 3,8% respectivement.

En conséquence, la rentabilité de la place financière connaît une diminution de 6,7% pour le résultat brut avant provisions.

Postes en millions de EUR	31 mars 2002	31 mars 2003	Variation	
			Volume	%
Marge d'intérêts	1 097	1 112	+15	1,4%
Revenus de commissions	709	598	-111	-15,6%
Autres revenus nets	272	259	-12	-4,5%
Produit bancaire	2 077	1 969	-108	-5,2%
Frais de personnel	457	445	-12	-2,7%
Autres frais d'exploitation	420	404	-16	-3,8%
Résultat avant provision	1 200	1 120	-80	-6,7%

Evolution du nombre des établissements de crédit du 31 décembre 2002 au 24 avril 2003

01.01.2003 début des activités de la Bunadarbanki Islands hf, Luxembourg Branch

28.02.2003 scission du Crédit Agricole Indosuez Luxembourg en deux sociétés nouvelles :
Crédit Agricole Investor Services Bank Luxembourg et
Crédit Agricole Indosuez Luxembourg

31.03.2003 arrêt des activités de la Frankfurter Sparkasse, succursale de Luxembourg

Le nombre d'établissements de crédit s'établit à 178 au 24 avril 2003 par rapport à 177 au 31 décembre 2002.

Organismes de placement collectif

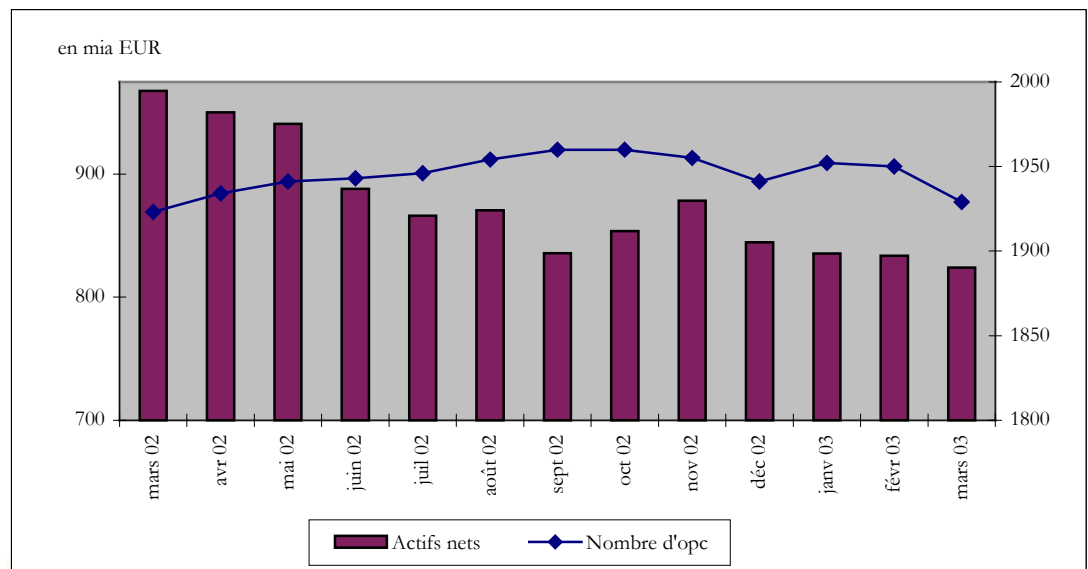
Patrimoine global des OPC en légère baisse à la fin du mois de mars 2003

(communiqué à la presse le 28 avril 2003)

Au 31 mars 2003, le patrimoine global net des organismes de placement collectif s'est élevé à EUR 823,936 milliards contre EUR 833,530 milliards au 28 février 2003. Le secteur des organismes de placement collectif luxembourgeois a par conséquent diminué de 1,15% par rapport au mois de février 2003. Pour le mois de mars 2003, le secteur fait état d'une diminution de 2,44% par rapport au 31 décembre 2002 où le patrimoine global net était de EUR 844,508 milliards. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en régression de 14,86%.

Au cours du mois de mars 2003, le désinvestissement net en capital s'est élevé à EUR 3,194 milliards. Par rapport au 31 décembre 2002, l'investissement net en capital s'élève à EUR 9,992 milliards.

Le nombre d'organismes de placement collectif pris en considération est de 1.929 par rapport à 1.950 le mois précédent. 1.196 OPC ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 6.698 compartiments. En y ajoutant les 733 OPC à structure classique, un nombre total de 7.731 unités sont actives sur la place financière.

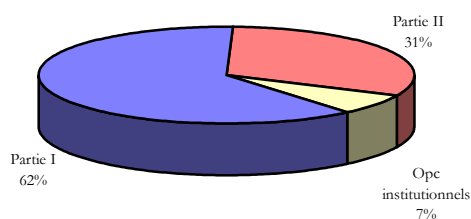


Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif situation au 31 mars 2003

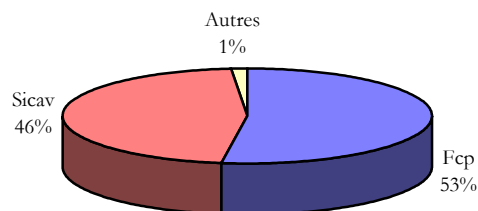
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

Nombre d'OPC

Répartition du nombre des opc selon loi et partie applicables



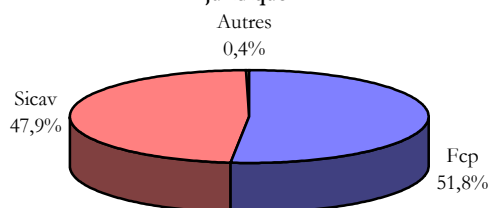
Répartition du nombre des opc selon forme juridique



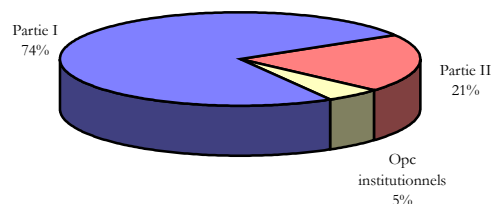
Loi, partie \ forme juridique	Fcp	Sicav	Autres	Total
Partie I	633	546	8	1 187
Partie II	287	302	17	606
OPC institutionnels	86	48	2	136
Total	1 006	896	27	1 929

Actifs nets des OPC

Répartition des actifs nets des opc selon forme juridique



Répartition des actifs nets des opc selon loi et partie applicables

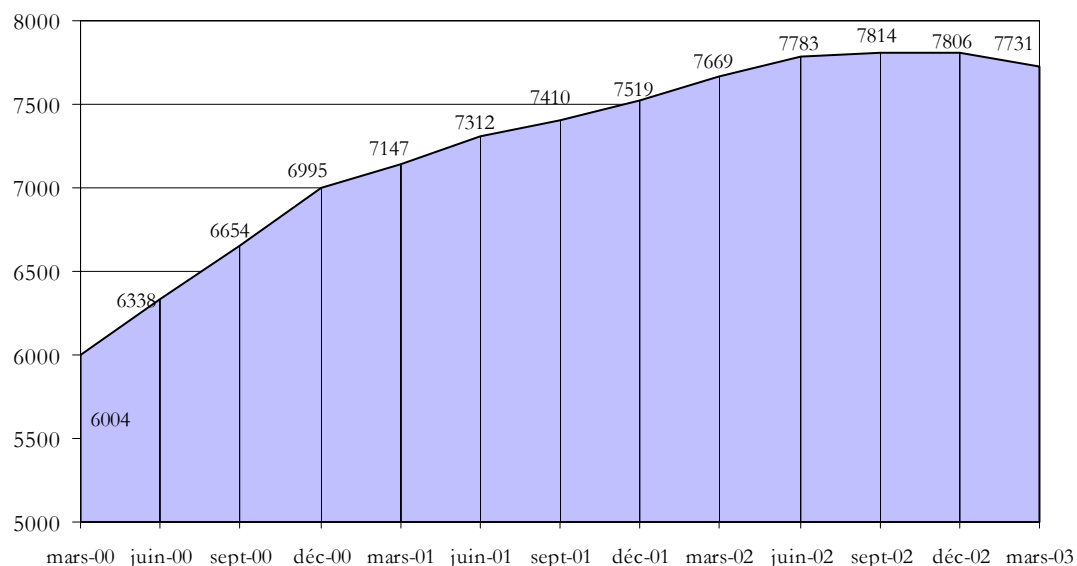


Loi, partie \ forme juridique	Fcp	Sicav	Autres	Total
Partie I	280,117	333,341	1,187	614,645
Partie II	117,518	49,820	1,739	169,077
OPC institutionnels	28,886	11,183	0,145	40,214
Total	426,521	394,344	3,071	823,936

Origine des promoteurs des OPC luxembourgeois

	Actifs nets (en mia EUR)	en %
Suisse	202,717	24,6%
Etats-Unis	149,432	18,1%
Allemagne	136,831	16,6%
Italie	92,574	11,2%
Belgique	72,405	8,8%
Grande-Bretagne	45,736	5,6%
France	41,027	5,0%
Japon	21,501	2,6%
Pays-Bas	16,294	2,0%
Suède	13,660	1,7%
Autres	31,759	3,8%
Total	823,936	100,0%

Evolution du nombre de fonds et sous-fonds actifs



Politique d'investissement des OPC luxembourgeois

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe	400,716
VM à revenu variable	210,146
VM diversifiées	58,782
Capitaux à risque élevé	0,479
VM non cotées	2,168
Leveraged funds	2,196
Autres OPC de type ouvert	57,011
Instruments du marché monétaires et liquidités	79,650
Liquidités	8,786
Immobilier	2,560
Futures et/ou options	1,442
Autres valeurs	0,000
Total	823,936

LISTE DES BANQUES

Changements de dénomination :

Natexis Banques Populaires (Luxembourg) est devenue le 2 avril 2003

Natexis Luxembourg S.A.

Landesbank Rheinland-Pfalz International S.A. est devenue le 2 avril 2003

LRI Landesbank Rheinland-Pfalz International S.A.

Banca Popolare di Verona International S.A. est devenue le 2 avril 2003

Banco Popolare di Verona e Novara (Luxembourg) S.A.

Crédit Européen S.A. est devenu le 22 avril 2003

ING Luxembourg S.A.

LISTE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Retraits :

DEGROOF, THIERRY, PORTABELLA & ASSOCIES S.A.

Le PSF ayant les statuts de gérant de fortunes et de distributeur de parts d'OPC sans pouvoir accepter ni faire des paiements a fusionné en date du 20 avril 2003 avec la Banque Degroof Luxembourg S.A..

EUROBLIG, COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE D'INTERMEDIATION

Retrait ministériel de l'agrément du 29 avril 2003

Changement d'adresse :

INTERTRUST DOM S.A.

59, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le **mois de mars 2003** de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois qui relèvent de la loi du 30 mars 1988, de la loi du 20 décembre 2002 et de la loi du 19 juillet 1991

Inscriptions

- AIG MULTILABEL SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- ANNIVERSARY IV, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg
- BOAZ PRIVATE EQUITY HOLDINGS, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg-Kirchberg
- BULL FUND, 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- COMPAM FUND, 28, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- CRONOS INVEST, 7, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg
- DEKA-WORLDGARANT 6/2008, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg

- DEXIA SELECT, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- EURO-GATE, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- GLOBAL CHALLENGE FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- HAC-FONDS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- LRI-CORPORATEFONDS, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- M.A.R.S. FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- MORGAN STANLEY EUROZONE OFFICE FUND, 33, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- UNIPROTECT: EUROPA, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- WORLD OPPORTUNITY FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

Retraits

- ABN AMRO PROFIL FUNDS: EUROPA, 46, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg-Kirchberg
- ALLIANZ PIMCO ADVISORY, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ALLIANZ PIMCO REGIONAL, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- BNP INTER FUTURES, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg-Kirchberg
- CAPITAL GESTION, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- DEKALUX-EUROPAPROTECT 3/2003, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DH GLOBAL INVESTMENT, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- DWS EUROPA CHALLENGE 2003, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EURO DERIVATE, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg-Kirchberg
- EUROWÄHRUNGSGARANT 3/2003, 1a-1b, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- GLOBAL GROWTH, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, L-1952 Luxembourg
- GLOBAL STRATEGIC ALPHA TRUST, 112, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- LEVEN INTERNATIONAL FUND, 11-13, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg
- MOBILINVEST, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- NEW GLOBAL EMERGING MARKETS, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg-Kirchberg
- OAK INVEST, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- PECAP, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- PRUMERICA GLOBAL INVESTMENT MATRIX SERIES, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855
- REIG GLOBAL FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- SELECTIVE INVESTMENT FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- SMH-OPTIPLUS (LUX), 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- SMH-OPTIRENT (LUX), 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- UNI 93/96 (LUX)-LIQUID-, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO I-TRACKER -> MSCI® EUROPE CONSUMER DISCRETIONARY, 308, route d'Esch, L-1471
- UNICO I-TRACKER -> MSCI® EUROPE CONSUMER STAPLES, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO I-TRACKER -> MSCI® EUROPE ENERGY, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO I-TRACKER -> MSCI® EUROPE HEALTH CARE, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO I-TRACKER -> MSCI® EUROPE TELECOMMUNICATION SERVICES, 308, route d'Esch, L-1471
- UNICO INVEST -> EUROPA, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO INVEST -> INTERNATIONAL, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO INVEST -> USA, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO PFADFINDER, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO WORLD OF -> COMMUNICATIONS, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICONTROL1: EUROTOP100, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIDOLLARBOND "XL", 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIEM LATEINAMERIKA, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNISTARTUP, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **178** (30 avril 2003)

Somme de bilans : **EUR 663,178 milliards** (31 mars 2003)

Résultat avant provision : **EUR 1,133 milliards** (31 mars 2003)

Emploi : **23 148 personnes** (31 mars 2003)

Nombre d'OPC : **1 930** (12 mai 2003)

Patrimoine global : **EUR 823,926 milliards** (31 mars 2003)

Nombre de fonds de pension : **8** (30 avril 2003)

Nombre de PSF : **143** (30 avril 2003)

Somme de bilans : **EUR 2,158 milliards** (31 mars 2003)

Résultat net : **EUR 98,43 millions** (31 mars 2003)

Emploi : **4 379 personnes** (31 mars 2003)

Emploi total dans les établissements surveillés : **27 699 personnes** (31 décembre 2002)

Emploi total dans les établissements surveillés : **27 527 personnes** (31 mars 2003)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon

L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu